Le PLR veut réformer l'école obligatoire, qui doit transmettre les compétences de base que sont la lecture, l'écriture et le calcul. Selon le parti, l'école inclusive n'atteint pas ces objectifs. La première langue doit avoir la priorité et les notes être maintenues.

«L'école obligatoire à bout de souffle: retour à sa mission initiale»: tel est le titre du papier de position que les délégués, réunis à Möriken (AG), ont adopté samedi par 249 voix contre 4 et 7 abstentions. Ils se sont prononcés sur une vingtaine d'amendements qui ont majoritairement été rejetés.

Ce thème préoccupe les gens, a déclaré le président du parti Thierry Burkart: «La société attendait que nous en discutions». Le PLR ferait bien de prendre des positions claires.

Priorité à la première langue

La priorité doit être donnée à l'apprentissage de la première langue. Les langues secondaires ou étrangères ne doivent être enseignées que lorsque les enfants maîtrisent la première langue locale, est-il écrit dans le document.

Les délégués ont adouci la stratégie sur ce point. Une première mouture du document demandait que l'apprentissage précoce de l'allemand et de l'anglais soit supprimé.

Le PLR souhaite en revanche supprimer l'école inclusive. Les élèves présentant des difficultés doivent pouvoir être soutenus de manière ciblée et individuelle. L'uniformisation «artificielle et très coûteuse» sous la forme d'une inclusion sans limite ne profite à personne et sape l'égalité des chances, estime le parti.

Comprendre la langue d'enseignement

Les élèves allophones devraient systématiquement apprendre la langue locale avant de commencer l'école, selon le parti. Il faut envisager des classes dédiées exclusivement à l'apprentissage de la langue. Comprendre la langue d'enseignement est une condition impérative pour l'égalité des chances.

Dans son document, le PLR s'oppose aux «tentatives idéologiques» de supprimer les notes; le principe de performance est important pour le développement de la résilience des enfants. Pour le PLR, l'idéologie et le matériel pédagogique «woke» n'ont pas leur place. La transmission de la matière enseignée doit être aussi neutre que possible.

Moins de bureaucratie

En tout, le papier de position énumère 17 champs d'action. Il doit ainsi y avoir moins de paperasserie et plus d'enseignement. Les performances des enseignants doivent être récompensées et les retours du terrain plus considérés.

Le document demande également plus de respect dans les salles de classe, une interdiction des smartphones à l'école primaire ainsi qu'une utilisation des outils numériques réfléchie et adaptée en permanence aux connaissances scientifiques.